

BILLET DE BLOG 4 septembre 2019

G7 : quelles impulsions pour le développement durable ?

Auteurs

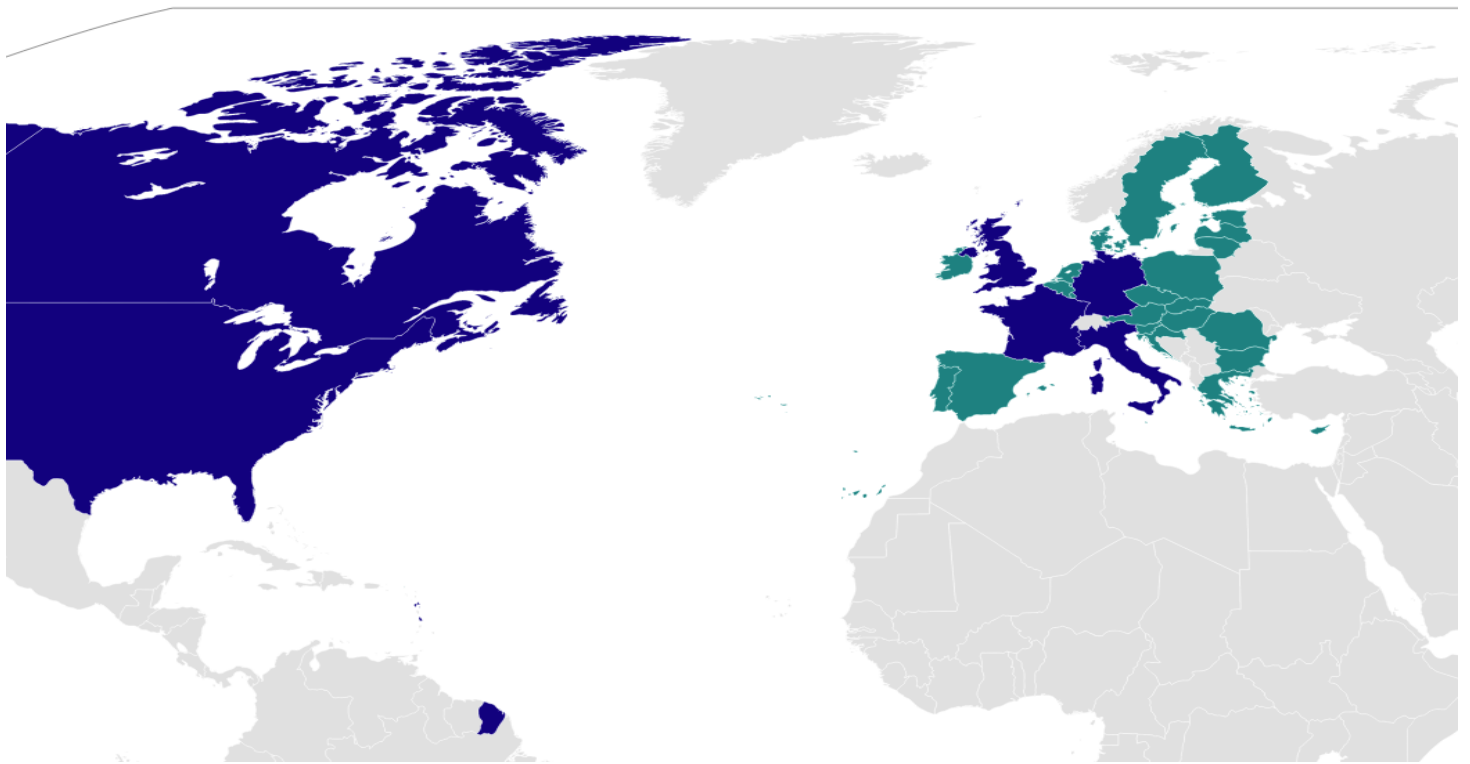
Sébastien Treyer

Directeur général

Lola Vallejo

Directrice, programme Diplomatie, Fondation européenne pour le climat

🕒 Temps de lecture: 6 min



Étrange exercice que le G7 : si ce club de puissances « historiques » créé en 1975 compte pour environ 45 % du PIB mondial, il n'est plus représentatif des rapports de force internationaux actuels, les principaux pays « émergents » (Chine, Inde et Brésil) en étant absents. La présidence française est néanmoins parvenue à conserver l'attention de la communauté internationale sur les sujets environnementaux et climatiques. Par le biais d'accords sectoriels, via l'annonce de nouvelles contributions au Fonds vert pour le climat, mais aussi en abordant sans détour l'articulation entre régulation des échanges commerciaux et développement durable, le G7 de Biarritz a permis de renouveler les avancées d'une telle instance plurilatérale.

Une mise à l'agenda critique

Le G7 est aujourd'hui un club toujours plus problématique : alors que ses membres étaient vus comme pouvant se rassembler autour de valeurs communes de démocratie libérale, les chefs de ces États étalent plutôt leurs désaccords et leurs conflits, parfois précisément autour de ces questions de démocratie. Dans ce contexte, la présidence française a indéniablement réussi à profiter de cette attention politique pour mettre à l'agenda une série d'initiatives et de discussions, malgré ces dissensions. Un mois avant les sommets de New York, qui traiteront du climat, des Objectifs de développement durable ou du financement du développement durable, en quoi les annonces du G7 sont-elles autre chose qu'un avant-goût de ce qui sera officiellement discuté avec l'ensemble des pays de la planète ? On peut noter plusieurs éléments importants qui justifient l'importance de ce moment particulier.

Premièrement, l'insistance de la présidence française à tenir ensemble des initiatives sur l'océan, la biodiversité et le climat, au moment où ces trois sujets sont entrés dans des phases de négociation décisives, et où les transformations nécessaires dans des secteurs comme l'alimentation doivent tenir compte de ces trois enjeux ensemble et non séparément.

Deuxièmement, les pays du G7, principaux bailleurs de l'aide au développement, étaient attendus pour clarifier de manière beaucoup plus explicite le sens du partenariat qu'ils souhaitent proposer à l'Afrique, face aux projets et interventions de grands émergents comme la Chine¹. L'invitation lancée à plusieurs chefs d'États africains visait bien cet objectif, et l'annonce d'une initiative pour l'entrepreneuriat des femmes en Afrique constitue un point important ; on peut cependant considérer que les pays du G7 et en particulier les pays européens doivent encore avancer beaucoup plus loin dans la formulation de leur projet avec et pour l'Afrique, notamment avec la zone de libre échange continentale africaine².

Troisièmement, la gestion de l'agenda et de l'actualité politique par la présidence française a mis au cœur des débats et de l'actualité médiatique la question de l'articulation entre régulation des échanges commerciaux et développement durable, d'une manière inattendue compte tenu de la difficulté d'aborder ces sujets avec une administration américaine qui joue cavalier seul en la matière. Saisissant la focale médiatique sur l'intensité exceptionnelle des incendies en Amazonie, la présidence française a annoncé son intention de bloquer l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur³, mettant ce faisant la question climatique autant que la commerciale au cœur de l'agenda, d'une manière beaucoup plus critique qu'on ne pouvait s'y attendre. Et si cette éventualité d'un blocage n'a apparemment exercé qu'une très faible pression sur le président brésilien, c'est sans compter précisément sur les relations commerciales avec les pays consommateurs et notamment l'Union européenne : c'est par les relations commerciales que pourrait passer l'obligation d'une ambition environnementale pour tous les pays de la planète, et ce G7 l'a mis en évidence : le secteur agroalimentaire brésilien semble y être relativement plus sensible que les déclarations du président ne semblent le laisser croire.

Des annonces à concrétiser

Les questions environnementales, en particulier faire de l'Accord de Paris sur le climat une réalité, constituaient donc l'une des cinq **priorités** de ce G7. À la veille du sommet climat de New York sur l'ambition climatique (23 septembre), et à la suite d'un G20 japonais quasi-muet sur ces questions, le sommet arrivait à un moment clé pour sceller un engagement politique. Au final, le G7 a manqué l'opportunité d'envoyer un signal unifié de soutien au secrétaire général de l'ONU, présent à Biarritz : les enjeux climat ne sont pas mentionnés dans la **déclaration finale des chefs d'État**, ce qui peut ne pas sembler surprenant compte tenu du déni de la question climatique par les États-Unis (qui ont toutefois signé, au niveau ministériel, la Charte pour la biodiversité de Metz, alors même qu'ils ne sont pas

signataires de la Convention pour la biodiversité biologique). Les [conclusions de la Présidence sur le climat, la biodiversité et les océans](#) font, elles, en revanche référence aux objectifs et processus de l'Accord de Paris, notent l'engagement de certains pays à relever leur contribution climat et contiennent quelques avancées notables.

Parmi celles-ci, outre un plan d'action présenté par la France et le Chili pour l'Amazonie, le principal point positif est l'annonce de nouvelles contributions au Fonds vert pour le climat par la France, le Royaume-Uni (pressenti pour co-organiser la COP 26 avec l'Italie) et le Canada. Seuls la France et le Royaume-Uni ont annoncé un montant équivalent à un doublement de leur contribution conforme aux souhaits du Fonds Vert, comme l'avaient fait l'Allemagne et la Norvège avant eux [\[communiqué\]](#). Le G7 a aussi débouché sur de nombreux engagements volontaires, portés par des États (comme la [Charte de Metz sur la biodiversité](#)) ou des industriels, ou une combinaison des deux, sur des thèmes aussi variés que l'efficacité dans le secteur du refroidissement, la décarbonation du secteur maritime international, l'empreinte écologique du secteur textile ou la préservation de la biodiversité par le secteur agroalimentaire.

Le G7 de Biarritz a donc donné lieu à des annonces innovantes à l'initiative d'un petit groupe de pays, dont il faudra suivre la mise en œuvre, à des progrès incrémentaux ou plus substantiels dans certaines négociations, à la faveur de l'actualité, dont il faudra également suivre la transformation en véritables accords, et une mise à l'agenda, plus ou moins anticipée, de nouveaux sujets, par un effet de concentration de l'actualité.

Saluée en France, beaucoup plus critiquée dans la presse étrangère, la présidence française du G7 semble avoir joué de tous les ressorts qu'offre ce type de réunion. Ce G7 aura pu clairement démontrer que, si on la pilote stratégiquement, une telle réunion plurilatérale permet des formes d'accords et de pression sur chacun empêchant les tentations de ne jouer que cavalier seul, et obligeant, dans une certaine mesure au moins, à prendre en considération notre destin commun.

[Ce billet de blog a également été publié \(en anglais\) sur le site de DIE-German Development Institute.](#)

1 <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/rapport/comment-les-pays-du-g7-peuvent-ils-contribuer-reduire-les>

2 <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/lentree-en-vigueur-de-la-zone-de-libre-echange>

3 <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/accord-ue-mercotur-comment-sortir-de-lopposition-entre>

CLIMATE

CLIMATE INTERNATIONAL NEGOTIATIONS

G7

PARIS AGREEMENT

CBD INTERNATIONAL NEGOTIATIONS

TRADE